

« L'écologie est un moteur de transformation de la société »

Rencontre avec Nathalie Kosciusko-Morizet.
Exclusif.

E

n juin 2008, la France arrive à la présidence de l'Union européenne. La secrétaire d'État à l'Écologie nous livre les priorités, tant au plan national qu'europeen, en matière de changement climatique. Réflexions.

Planetlibre Magazine:
Quelles sont les urgences de l'après-Grenelle ?

Nathalie Kosciusko-Morizet : Nous essayons de mettre en œuvre, le plus vite possible, un ensemble de décisions issues du Grenelle de l'environnement tout en conservant et nourrissant cette dynamique qui, dans notre esprit, n'est pas un « one shot » mais au contraire le début de quelque chose.

Certains engagements ont déjà pu être mis en œuvre, de manière réglementaire : le bonus-malus pour les voitures, la clause de sauvegarde sur le maïs Monsanto, la décision du président de la République de refuser le projet de mine d'or en Guyane, la transposition de directives européennes avec le projet de loi sur les OGM... Certains engagements prennent plus de temps, soit parce qu'ils nécessitent des négociations sur les modalités techniques, soit parce que des mesures législatives doivent être prises. Nous finalisons la première loi Grenelle,

sachant qu'il y en aura une deuxième, voire une troisième, et que des mesures fiscales sont prévues pour l'automne. Nous sommes dans un mouvement qui, par ailleurs, n'exclut pas d'autres défis, notamment celui de la présidence française de l'Union européenne dans laquelle les questions d'écologie ont une place centrale.

Quels seront les chantiers de la présidence française de l'Union européenne sur ce sujet ?

Il y a à la fois un enjeu diplomatique et un enjeu intra-européen : l'aboutissement du Paquet climat énergie, qui conditionne la capacité de l'Europe à être véritablement leader par la suite dans les négociations internationales, et l'établissement d'une feuille de route pour les États membres sur les politiques à mettre en œuvre pour lutter contre le changement climatique. Ce défi est difficile à relever, les délais sont très courts. Nous devons trouver un accord sur le Paquet climat énergie avant le printemps 2009, date des élections européennes, car des renégociations ne seront pas possibles entre les élections et la conférence de Copenhague, qui aura

« Nous devons trouver un accord sur le Paquet climat énergie avant le printemps 2009, date des élections européennes. »

lieu en décembre 2009. Le Paquet climat énergie comprend plusieurs directives, dont certaines sont extrêmement sensibles, techniques ou ont une dimension politique forte : la répartition du fardeau de l'après-2012, la révision de la directive sur les quotas, la directive sur les énergies renouvelables... Les enjeux sont lourds. Ce sera la responsabilité majeure en matière d'écologie de la présidence française de l'UE. Mais ce ne sera pas la seule ! On se trouve à la fin d'un cycle en matière d'écologie au niveau européen. Certaines directives et conciliations arrivent à leur terme...

La conférence de Copenhague est la date-butoir ?

C'est un problème de compte à rebours ! Pour obtenir la ratification d'un accord international par suffisamment de pays, il faut en moyenne trois ans. Les accords de Kyoto s'achèvent en décembre 2012. Il faut donc qu'en décembre 2009, à Copenhague, on ait un accord sur l'après-Kyoto. Sinon, il y aura un délai de latence, une perte de la dynamique de Kyoto. L'UE serait alors confrontée à des choix : ne pas avoir de politique climatique, ce qui est contraire à notre éthique, ou alors maintenir une politique en la matière mais être confrontée à des pays qui n'ont pas d'engagements. Il faudrait alors se poser la question de mettre à nos frontières une politique de compensation carbone sur les équipements qui viennent de ces pays, afin de répondre au problème de compétitivité. Mais un tel choix ne résoudra pas le problème environnemental global...

Avec les pressions actuelles sur les problématiques de la pauvreté et de la faim, craignez-vous une opposition entre écologie et humain ?

Des tensions ont toujours existé entre l'écologie et l'économie, mais j'ai l'impression que la conviction qu'il faut réussir à les conjuguer est de mieux en mieux partagée. Il y a consensus autour de l'idée que notre système de production et de consommation est en voie d'épuisement.



L'écologie est un moteur de transformation puissant pour ce système qui s'épuise. Elle vise à le renouveler, c'est-à-dire à trouver les moyens d'une conjugaison possible.

Faut-il redéfinir la notion de profit ?

C'est la notion de richesse, dont le profit est l'un des aspects, qu'il faut redéfinir. Quand un pays est-il riche ? De quoi est riche l'humanité ? La réflexion qu'avait lancée le président de la République, lors de son discours sur la politique de civilisation, autour du concept de PIB et de la façon de le renouveler afin d'avoir des indices mieux adaptés, est intéressante. La politique de civilisation, c'est ça : le modèle s'épuise, il y a des grincements partout, il faut réfléchir autrement et à autre chose. Que peut-on trouver comme autre voie pour nous et pour les autres ?

C'est un enjeu d'intérêt humain. Il dépasse le local, le national...

C'est toute la réflexion, menée il y a quelques années, autour des biens publics globaux. Nous avons besoin de nouvelles catégories de pensée. On se heurte à des intérêts, des habitudes qui ont une pesanteur considérable. Il faut trouver les leviers. Le Grenelle de l'environnement, avec la médiatisation d'un accord entre des partenaires qui ne se parlaient pas, est un de ces effets de levier. Il faudra en trouver d'autres, le Grenelle n'est pas la fin de l'histoire en matière de politique environnementale en France.

Dans cette logique d'innovation, la voix de la France est-elle importante ?

La France a, à la fois par son histoire et ses qualités propres dans le domaine de la technologie, et par cette prise de conscience, de débat qui traverse la société en ce moment, de bons atouts à faire valoir. Les Américains investissent énormément d'argent dans les technologies mais tolèrent mal les normes et les politiques publiques à ce sujet. Je pense que c'est une petite erreur

tactique : sans politique publique en faveur de l'environnement, il y a un problème de prévisibilité et de crédibilité qui freine les entreprises et les chercheurs. Pour mettre sur le marché une nouvelle technologie, il faut donc organiser le marché. La France a un rôle à jouer à sa mesure. Nous devons aussi trouver les moyens de faire de l'UE une force sur ces sujets. Dans la production législative de l'UE, l'écologie, comme moteur de transformation de la société et comme possible facteur de croissance, n'est pas suffisamment prise en compte. Elle est encore perçue comme frein à la croissance. Il nous revient, avec la présidence de l'UE, de faire entendre cette voix-là.

Y a-t-il une dimension culturelle, éducative du développement durable ?

J'ai trop entendu des assemblées de personnes très dignes mais pas forcément jeunes qui disaient : « Nous avons pris des habitudes. Faisons de l'éducation à l'environnement et, pour nos enfants, ce sera formidable ». C'est une façon de rejeter sur les générations futures quelque chose qui déjà ne concerne plus les générations futures. Les catastrophes écologiques sont à la porte, les générations d'aujourd'hui sont concernées. En revanche, je suis convaincue qu'il y a naturellement une dimension éducative, spirituelle, culturelle de l'écologie puisque c'est un moteur de transformation de la société. ■

Propos recueillis par Laurent de Gaulle et Sophie Fabrégat